

STEPHANIE DE MAGALHAES

Département de L'Indre

Document généré le jeudi 22 janvier 2026 à 10:31

Avis d'attribution n°1

Diffusion Internet	Version	Transmis	Publication	Visites	Retraits	Dépôts
web + alerte	Intégrale	22/01/26	22/01/26			

Diffusion Presse	Version	Transmis	Publication	Etat	Identifiant	N° Annonce
------------------	---------	----------	-------------	------	-------------	---------------

Service : CP
Guichet de retrait : OUI
Guichet de dépôt : OUI

Classification CPV :
Principale : **72500000** - Services informatiques

AVIS D'ATTRIBUTION

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Marc FLEURET - Président du Conseil départemental
Place de la Victoire et des Alliés
SMGP
BP 20639 - 36020 CHATEAUROUX CEDEX
Tél : 00 00 00 00 00
SIRET 22360001600016



Objet du marché MAINTENANCE ET SUPPORT TECHNIQUE DU SITE INFOROUTE 36

Référence acheteur 2026001

Nature du marché Services

Procédure Marché sans publicité ni mise en concurrence

Procédures de recours Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif de Limoges

1, cours Vergniaud
87000 Limoges
Tél : 0555339155 - Fax : 0555339160
greffe.ta-limoges@juradm.fr

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Date d'attribution : 21/01/26

Marché n° : 2026001 - **INFOROUTE 4 RUE DU PNDF** cité numérique du
Pensio 43000 LE PUY EN VELAY

Montant HT : **400 000,00 €**

Renseignements complémentaires

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud CS 40410 87011 Limoges cédex

Tél : +33 555339155 télécopieur : +33 555339160

adresse mail : greffe.ta-limoges@juradm.fr

SIRET : 17870005000010

Introduction des recours

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Référé pré-contractuel avant la signature du marché (article L551-1 du code de justice administrative français)

Référé contractuel jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution (R 551-7 du Code de Justice Administrative)

Référé suspension dans les deux mois à compter de leur publication contre les actes détachables du contrat (article L. 521-1 du Code de justice administrative).

Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision administrative concernée (article R.421-1 du Code de justice administrative).

Recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir

Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Envoi le 22/01/26 à la publication

Marches-Publics.info V9.7